



Le journaliste Auréole Tchoumi pense que le Lamido Alim Hayatou n'était pas un homme de cœur, et pour ce faire, sa place était en prison.

C'est depuis le mardi le 6 avril 2021, que le Lamido Alim Hayatou repose pour l'éternité dans la terre de ses ancêtres à Garoua.

Alim Hayatou, sous sa casquette de Secrétaire d'Etat auprès Ministre de la Santé Publique s'était particulièrement distingué par son implication sans réserve pour la préservation de la sécurité sanitaire de notre pays confronté aux menaces pernicieuses, notamment la pandémie du Coronavirus.

Quelques jours avant sa mort, le Chef de l'Etat a prescrit un audit sur l'utilisation des fonds destinés à la lutte contre cette pandémie du Coronavirus, au moment où des informations persistantes fesaient état de « graves » malversations financières et de prise illégale d'intérêts.

Paul Biya a par ailleurs ordonné l'interpellation tous les auteurs, co-auteurs et complices de ces malversations financières

Auréole Tchoumi

Dans sa traditionnelle chronique sur ABK radio ce matin, le journaliste Auréole Tchoumi a regretté le départ prématuré de ce haut commis de l'Etat. Lui qui devait selon lui, être en premier ligne sur le banc des accusés des personnalités soupçonnées d'avoir détourné les fonds de lutte contre le redoutable virus.

«Parlant d'Alim Hayatou, c'est un regret qu'il soit décédé Parce qu'il n'était pas un homme de cœur. L'audit engagé aujourd'hui concernant les fonds Covid-19 aurait eu à prendre sa tête. Il était un des acteurs des détournements de fond du Covid 19, Il devait répondre de ses actes avant de mourir », s'est lamenté le journaliste, ancien militant du MRC.

«Il faudrait que monsieur Hayatou repose en paix, mais que ceux qui sont au ministère avec lui expliquent cette surfacturation liée au covid19 qui a plongé le pays dans un dette sans pareil », a ajouté Auréol Tchoumi.

Rappelons que Alim Hayatou était l'un des membres du gouvernement dont la longévité au poste était remarquable. Il avait à son actif plus de 25 années au poste de secrétaire d'Etat.